

Gouvernement a fait faire un arpentage, il a choisi l'emplacement d'une voie ferrée, et il a voté un million pour les travaux. Au prix de \$100,000, il achetait douze milles de voies ferrées déjà construits, pour faire partie de l'embranchement. Mais le projet en resta là. Dix années se sont écoulées depuis, et rien n'a été fait. Je dois dire qu'il n'y a pas de cas aussi urgent dans tout le Canada. Il y a quelque 40,000 personnes intéressées dans la construction de cet embranchement. C'est une des plus anciennes régions canadiennes; et Canso est une des plus anciennes villes canadiennes. Lorsque Halifax était une forêt, Canso était le siège du gouvernement. Les gens de l'endroit ont contribué leur bonne part au développement du Dominion, durant cette dernière moitié du siècle, mais, jusqu'à ce moment, ils sont isolés de toute communication par chemin de fer. Le seul moyen de transport qu'ils pourraient avoir serait un embranchement de l'Intercolonial.

A l'heure présente, vu l'état de nos finances publiques, je ne demanderais pas la dépense d'une forte somme de deniers publics, si je ne voyais le Gouvernement demander le vote de ces millions pour des fins quelconques de construction et d'amélioration. J'ignore où le Gouvernement se propose de construire ces nouvelles lignes, mais j'affirme que si un endroit du Canada en a besoin, c'est le comté que j'ai l'honneur de représenter. Voilà des années que l'on ne tient aucun compte de nos instances à cet effet, que l'on méconnaît l'équité et la justice. Je le répète, le parlement a voté les fonds; mais ce n'est pas pour des fins d'utilité, ni pour économiser, mais c'est surtout pour des motifs de partisanerie et de politique, que le projet fut abandonné. Le ministre des Chemins de fer est de mes amis, et je veux lui faire appel. Au conseil des ministres, lorsqu'il s'agira de décider quel emploi il faudra faire de ces 4 millions, je le prie d'exposer le cruel besoin où se trouve la population du comté de Guysborough, et de faire valoir leur cause auprès du cabinet. Il est au courant de la situation. Il sait bien que ce que je demande n'est que simple justice. Je le répète, et très catégoriquement, s'il y a lieu de dépenser en vue de la construction d'embranchements de chemin de fer, au Canada, le comté de Guysborough doit être le premier à bénéficier d'une telle dépense.

M. TURGEON: Monsieur l'Orateur, puisque déjà, en maintes occasions, j'ai exprimé des vues, et fait des propositions

[M. Sinclair (Guysborough).]

semblables à celles des honorables députés préopinants, sur cette question des besoins du chemin de fer Intercolonial, je me bornerai pour le moment à endosser leurs paroles.

L'honorable ministre des Chemins de fer a déjà accédé à des demandes d'améliorations importantes que je lui ai faites pour mon comté. Comme je tiens à ce qu'il laisse, quelque part, au Canada, un bon souvenir de son passage au ministère, je l'assure que les Provinces maritimes sont une contrée de gratitude autant que de sollicitude. Tout ce qu'il fera pour elle sera hautement apprécié.

L'hon. M. REID: Un mot de réponse aux honorables députés qui viennent de parler. A l'égard des observations de mon honorable ami de Westmoreland (M. Copp), je déclare que j'étais au comité quand le président Hanna déclara que les seuls reproches contre le réseau de l'Etat venaient de la région située à l'est de Montréal. J'ai regretté qu'il ait laissé échapper cette parole; il aurait mieux valu qu'il n'eût pas parlé ainsi; car des observations de ce genre ne favorisent pas la bonne entente. J'étais aussi présent lorsqu'une délégation très nombreuse et très bien composée est venue ici à propos du chemin de fer Intercolonial. L'honorable député se rappellera qu'entre autres choses, elle se plaignit de ce que le bureau chef du réseau de l'Etat fût à Toronto, ou de ce qu'il fallût en tout cas, adresser toutes réclamations à Toronto, au lieu de Moncton, comme c'était la règle dans le passé. Elle se plaignit aussi de l'élévation du tarif-marchandises et de l'absence d'un gérant à Moncton; enfin, du contrôle exercé par la commission des chemins de fer sur ce tarif comme sur celui de tous autres chemins de fer. Elle parla de la nationalisation du chemin de fer de la vallée du Saint-Jean. Et d'autres questions encore. Je fus très frappé, je dois le dire, de l'importance des vues exprimées par plusieurs de ses membres. Le premier ministre le fut aussi, a-t-il dit. Il promit que le Gouvernement considérerait tout cela, à brève échéance. L'honorable député ne s'attendra donc pas à plus de renseignements de ma part, aujourd'hui. Je puis, toutefois, l'assurer que le ministre aura égard aussitôt que possible à ces instances de la délégation.

Je désire maintenant me référer aux paroles des honorables députés de l'île du Prince-Edouard sur la fermeture de la gare de Bear River par suite de modifications au service quotidien, une partie du